

ACTION URGENTE

COLOMBIE : DES FAMILLES RISQUENT D'ÊTRE EXPULSÉES DE FORCE

Dix-huit personnes hébergées à titre temporaire dans un centre sportif depuis qu'une inondation a dévasté leur logement, en avril 2018, risquent de subir une expulsion forcée à Ituango, en Colombie, car la police leur a envoyé un avis d'expulsion selon lequel elles doivent quitter les lieux avant le 6 mai. Les autorités ne leur ont proposé aucune solution de relogement.

**PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS
INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

Maire d'Ituango

Sr. Hernán Álvarez Uribe
Calle Berrio N° 19-08, Alcaldía Ituango
Antioquia, Colombie
Courriel : alcaldia@ituango-antioquia.gov.co

Monsieur le Maire,

Je vous écris pour vous faire part de ma profonde préoccupation face à l'expulsion annoncée de 18 personnes actuellement hébergées au centre sportif municipal de Jaidukama. Ces personnes sont sans domicile depuis une inondation provoquée par le projet hydroélectrique d'Hidroituango en avril 2018. Elles n'ont pas de solution de relogement et ne seraient pas en mesure de satisfaire leurs besoins fondamentaux en cas d'expulsion.

Je vous prie instamment de respecter les obligations qui vous incombent en matière de droits humains et d'empêcher cette expulsion tant que vous n'aurez pas rempli certaines conditions. Il convient notamment d'envisager des solutions de substitution à l'expulsion en consultant réellement les personnes concernées, car les expulsions ne doivent avoir lieu qu'en dernier recours. Les services de l'État doivent également proposer une solution de relogement adaptée à ces personnes avant toute expulsion, puisqu'elles ne sont pas en mesure de subvenir à leurs besoins. Les garanties d'une procédure régulière doivent également être respectées, ces personnes devant notamment pouvoir exercer des voies de recours et bénéficier, le cas échéant, d'une aide juridique. À défaut, leur expulsion relèvera de l'expulsion forcée, qui constitue une violation des droits humains.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

En avril 2018, à Playas Guayacan, Sandinas et Mote (municipalité d'Itango), deux inondations du fleuve Cauca ont dévasté le domicile de 23 familles. Cinq jours après, 36 personnes ont été secourues et ont été reçues par le maire d'Ituango, qui les a hébergées dans le centre sportif de la ville. Un an plus tard, elles n'ont reçu aucune indemnisation et n'ont bénéficié d'aucune prise en charge psychosociale et éducative.

Le 27 avril 2019, la police municipale d'Ituango a envoyé un avis d'expulsion aux personnes rescapées qui étaient toujours hébergées au centre sportif. Selon ce document, elles doivent quitter les lieux avant le lundi 6 mai 2019. En 2018, Amnesty International a souligné que l'État colombien devait apporter une assistance aux personnes affectées par le projet Hidroituango, et que les autorités devaient veiller à ce que l'assassinat de courageux défenseurs des droits humains qui avaient dénoncé les ravages environnementaux liés à ce projet ne reste pas impuni.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR ENVOYER VOS APPELS AUX DESTINATAIRES : espagnol

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 13 JUIN 2019.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Des familles rescapées des inondations de 2018 dues au projet Hidroituango (elles)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : N/A